



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DAGF – Bureau de la Commande Publique**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Consultation n° 2020SGAMI57047 du 25 novembre 2020

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de réfection
des réseaux des casernes de gendarmerie de Charleville-
Mézières (08) et de Vouziers (08)**

DATE ET HEURE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES

Le 04 février 2021 à 11 h 00

IMPORTANT

En application de l'article R2132-7 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations pour cette procédure sont effectués par des moyens de communication électronique.

LES RÉPONSES SOUS FORMAT PAPIER NE SONT PLUS AUTORISÉES.

Un guide sur la dématérialisation des marchés publics est disponible sur le site du ministère de l'économie et des finances à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE CONCURRENTIELLE AVEC NEGOCIATION

établi en application du code de la commande publique

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 - REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET INTERVENANTS..... | 3 |
| 1.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur..... | 3 |
| 1.2 - Maître d'ouvrage..... | 3 |
| 1.3 - Maîtrise d'oeuvre..... | 3 |
| 1.4 - Contrôle technique..... | 3 |
| 1.5 - Coordinateur SPS..... | 3 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| 2.1 - Désignation de la consultation..... | 4 |
| 2.2 - Décomposition en lots et en tranches..... | 4 |
| 2.3 - Variantes – prestations supplémentaires éventuelles..... | 4 |
| 2.4 - Nomenclature communautaire (code CPV)..... | 4 |
| ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| 3.1 - Définition de la procédure..... | 4 |
| 3.2 - Validité et durée du marché et délais d'exécution..... | 5 |
| B) Durée du marché..... | 5 |
| 3.3 - Délai de validité des offres..... | 5 |
| Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres..... | 5 |
| ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE CONSULTATION..... | 5 |
| 4.1 - Modalités de la consultation..... | 5 |
| 4.2 - Contenu du dossier de consultation phase 1 (Candidature)..... | 5 |
| 4.3 - Unité monétaire et langue..... | 6 |
| 4.4 - Rectificatifs en cours de consultation..... | 6 |
| 4.5 - Sanctions pour fausse déclaration..... | 6 |
| 4.6 - Protection des données personnelles..... | 6 |
| ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES (PHASE 1) ET DES OFFRES (PHASE 2)..... | 7 |
| Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R2142-19, 20 et 23 du code la commande publique..... | 7 |
| Néanmoins, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat ou de membre d'un ou plusieurs groupements..... | 7 |
| En cas de candidature sous forme de groupement, la solidarité est exigée :..... | 7 |
| Soit du groupement (groupement solidaire)..... | 7 |
| Soit du mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement (groupement conjoint)..... | 7 |
| Pour la phase 1 « CANDIDATURE »..... | 7 |
| Pour la phase 2 « OFFRE »..... | 10 |
| ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES (PHASE 1) – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES (PHASE 2)..... | 10 |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES (PHASE 1)..... | 12 |
| 7.1 - Visite du site..... | 12 |
| 7.2 - Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures..... | 12 |
| Remise de plis par voie électronique..... | 12 |
| ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES..... | 14 |
| ARTICLE 9 - RECOURS..... | 14 |

ARTICLE 1 - REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET INTERVENANTS

1.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Le Préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Est
Espace Riberpray – Rue Belle Isle
BP 51064
57036 METZ CEDEX 01

1.2 - Maître d'ouvrage

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Est
Direction de l'immobilier
Bureau des Etudes et des Opérations Immobilières
Espace Riberpray – Rue Belle Isle
BP 51064
57036 METZ CEDEX
Tél. : 03 87 16 12 38 / 06 49 71 85 39
Mail : thibaut.delhoustal@interieur.gouv.fr / vanessa.meneghini@interieur.gouv.fr

1.3 - Maîtrise d'oeuvre

Le maître d'oeuvre sera désigné ultérieurement.

1.4 - Contrôle technique

Les coordonnées du contrôleur technique ne sont pas connues au moment de la rédaction du présent document. Elles seront communiquées au maître d'œuvre dès que possible.

Les missions confiées sont les suivantes :

- Mission L : associée à la solidité des ouvrages ainsi que des éléments d'équipements indissociables.
- Mission S : statuant sur le respect scrupuleux des conditions de sécurité des personnes

1.5 - Coordinateur SPS

Les coordonnées du CSPS ne sont pas connues au moment de la rédaction du présent document. Elles seront communiquées au maître d'œuvre dès que possible.

La mission qui lui sera confiée sera de niveau 2.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 - Désignation de la consultation

La présente consultation a pour objet la maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réfection des réseaux des casernes de gendarmerie de Charleville-Mézières (08) et de Vouziers (08)

Le contexte de l'opération ainsi que le détail des prestations à réaliser figurent dans le cahier des clauses techniques particulières.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux s'élève à 2 100 000,00 € HT, pour l'ensemble des travaux décomposée comme suit :

- Une tranche ferme et une tranche optionnelle.

2.2 - Décomposition en lots et en tranches

Le marché n'est pas alloti et fait l'objet d'un découpage en tranches, comme suit :

- Tranche Ferme :

- Missions «**DIA-AVP-PRO-ACT-EXE-DET-AOR-OPC**» pour la **caserne de gendarmerie de Charleville-Mézières**
- et mission **DIA** pour la **caserne de gendarmerie de Vouziers** ;

- Tranche optionnelle : Mission «**AVP-PRO-ACT-EXE-DET-AOR-OPC**» pour la **caserne de gendarmerie de Vouziers**.

La tranche optionnelle sera affermie dans un délai de **douze (12) mois à compter de la date de notification de la tranche ferme**. Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage ne donnerait pas suite à la réalisation de la tranche optionnelle, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

2.3 - Variantes – prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.4 - Nomenclature communautaire (code CPV)

Code CPV : 71000000-8 (Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure avec négociation** définie à l'article **R2124-3 du code de la commande publique**, ainsi que selon les dispositions énoncées dans le CCAG – PI.

La procédure se décompose en trois (3) phases :

- **une phase candidatures** : à l'issue de la consultation, les candidats sont sélectionnés. Seuls trois (3) candidats seront retenus pour la phase offres
- **une phase offres** : les candidatures retenues sont invitées à remettre une offre à l'issue d'une nouvelle consultation restreinte
- **une phase négociation** : à l'issue de la remise des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec chacun des soumissionnaires

3.2 - Validité et durée du marché et délais d'exécution

A) Validité du marché

Le marché prend effet dès la notification du marché. L'exécution débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

B) Durée du marché

La durée prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'oeuvre est fixée à trente (30) mois pour la phase "études et travaux" (y compris la période de garantie de parfait achèvement)..

Le marché prendra fin à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement fixée à 12 mois à compter de la date de réception des travaux.

3.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent quatre-vingt (180) jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE CONSULTATION

4.1 - Modalités de la consultation

La présente consultation est lancée selon la **procédure avec négociation** définie à l'article **R2124-3 du code de la commande publique**, ainsi que selon les dispositions énoncées dans le CCAG – PI.

En application des articles L2132-2 et R2132-7 du CCP, les soumissionnaires ont l'obligation de répondre sous forme dématérialisée sur le site de la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

La référence attribuée à la consultation est : **2020SGAMI57047**

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation.

Le candidat prend en charge tous les frais consécutifs au dépôt de sa candidature et de son offre.

4.2 - Contenu du dossier de consultation phase 1 (Candidature)

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le bordereau de rémunération ;
- l'attestation de visite du site ;
- les annexes n°1 (mode d'emploi) et n°1bis (cadre réponse à compléter) au règlement de la consultation relative à la clause sociale de formation sous statut scolaire ;
- les diagnostics amiante des deux sites;
- Les plans :
 - plan de masse réseaux quartier Dubois Crance Charleville-Mézières
 - plan de masse réseaux quartier Savary VOUZIERES

- Le relevé des réseaux d'assainissement, qui sera fourni en phase offre ;
- un modèle de lettre de candidature (DC1) ;
- un modèle de déclaration du candidat individuel (DC2) ;
- un modèle de déclaration de sous-traitance (DC4).

4.3 - Unité monétaire et langue

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Tous les documents constituant l'offre sont impérativement rédigés en langue française conformément à la loi n° 94-665 du 04 août 1994.

4.4 - Rectificatifs en cours de consultation

Au cours de la consultation, le représentant du pouvoir adjudicateur peut se trouver dans l'obligation d'effectuer des rectificatifs au dossier de consultation, susceptibles d'entraîner la modification de l'offre des candidats. Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

En fonction de l'importance des rectificatifs apportés, le pouvoir adjudicateur pourra accorder un délai supplémentaire et modifier la date limite de dépôt des offres.

Les candidats en seront avertis via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à la condition qu'ils se soient dûment identifiés lors du retrait du dossier.

4.5 - Sanctions pour fausse déclaration

Selon la réglementation en vigueur, un candidat peut être exclu temporairement ou définitivement des marchés publics passés par le ministère de l'intérieur en cas d'inexactitude des renseignements fournis.

4.6 - Protection des données personnelles

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données – RGPD).

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

La mise en œuvre d'un traitement de données personnelles pourra faire l'objet d'une sous-traitance dans les conditions fixées par les articles 28, 30.2 et 37 du RGPD.

Les informations à caractère personnel demandées dans les documents de consultation des entreprises sont obligatoires. Leur absence compromettrait la candidature qui deviendrait irrégulière.

Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein du bureau de la commande publique du SGAMI Est à Metz.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants.

Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et RGPD, le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement. En répondant à la présente consultation, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES (phase 1) et des OFFRES (phase 2)

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R2142-19, 20 et 23 du code de la commande publique.

Néanmoins, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas de candidature sous forme de groupement, la solidarité est exigée :

- Soit du groupement (groupement solidaire)
- Soit du mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement (groupement conjoint)

Sous-traitance

Compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, le maître d'œuvre ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché.

Il devra au préalable avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les modalités d'envoi des candidatures sont détaillées à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

Pour la phase 1 « CANDIDATURE »

Les date et heure limites de dépôt des candidatures figurent sur la page de garde du présent document.

Conformément à l'article R2143-2 du code de la commande publique, les candidatures parvenues hors délais seront éliminées.

Cette enveloppe ou fichier contiendra **IMPERATIVEMENT** les documents suivants :

Dossier 1 : dossier administratif

Dans la cadre d'une candidature DUME :

Les formulaires DC1 et DC2 peuvent être remplacés par le Document unique de marché européen (DUME) en version dématérialisée. Pour le renseigner, il vous suffit de choisir le DUME comme modalité de réponse. Il est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.

Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il vous appartiendra de compléter les autres informations.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

Ce dossier contient les pièces relatives à la **CANDIDATURE** et est à adapter selon réponse par DUME :

- **La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, (formulaire DC1)**, mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître tous les membres du groupement ;
- **La déclaration du candidat (formulaire DC2)**, à fournir par chaque membre du groupement en cas de candidature groupée, mentionnant les renseignements ou accompagnée des éléments permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats ;
- **Délégation de pouvoir des co-traitants au mandataire en cas de groupement**
- **Une déclaration sur l'honneur attestant de la régularité du candidat au regard du droit d'accès à la commande publique**, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux *articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique*, ou la déclaration sur l'honneur figurant à la rubrique F de la déclaration du candidat (formulaire DC1) ;
- **La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ;**
- **Un extrait Kbis ;**
- **L'annexe 1 bis au présent règlement de la consultation (fiche entreprise – cadre réponse), complétée**
- **La déclaration de sous-traitance (le cas échéant)**

***si l'un des co-traitants est architecte**, veuillez fournir une attestation d'inscription à l'Ordre des architectes.

Les candidats étrangers produiront les certificats équivalents dans leur pays d'origine ou une déclaration sous serment en langue française.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la production des pièces du sous-dossier "CANDIDATURE". Celles-ci permettent d'évaluer la capacité des candidats quant à la bonne exécution du ou des marchés en cas d'attribution.

La présentation d'une candidature succincte peut être préjudiciable pour le candidat.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le marché pourra être résilié par le Représentant du pouvoir adjudicateur, aux torts du contractant et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Dossier 2 : dossier professionnel

1) organisation et motivation du groupement

- note de présentation du candidat, avec en cas de groupement la définition du rôle précis de chaque intervenant : 1 recto-verso A4 maximum
- lettre de motivation : 1 recto-verso A4 maximum. En cas de groupement, cette lettre sera **commune à l'ensemble des co-traitants.**

2) capacités techniques

Pour l'ensemble du groupement

- description du matériel et des équipements à disposition (dont logiciels),
 - effectifs :
- moyens globaux en personnel : effectif moyen annuel pour chacune des 3 dernières années
- moyens humains spécifiquement prévus pour l'opération.

Il est demandé de fournir les CV et copie des titres d'études individuel pour chacune des spécialités souhaité dans les compétences techniques du soumissionnaire, pour les deux principales personnes prévus pour l'opération.

Il est demandé les certificats de qualification professionnelle ou attestations diverses justifiant la compétence des personnels prévus par le soumissionnaire pour réaliser les prestations pour lesquelles il se porte candidat

- information si recours à la sous-traitance pour les compétences faisant éventuellement défaut au groupement

3) capacités professionnelles

Pour l'ensemble du groupement

- 5 principales réalisations en lien avec le projet objet du présent marché (Rénovation ou création de réseaux enterrés, désamiantage, en site occupé, d'importance similaire, en site occupé) de moins de 5 ans, en indiquant :
 - les coordonnées précises des maîtres d'ouvrage (raison sociale, personne à contacter avec numéro de téléphone et mail), sous réserve de l'accord préalable de ceux-ci
 - les missions précises de maîtrise d'œuvre qui ont été assumées à cette occasion : concours, études-conception, autorisations d'urbanisme, direction de l'exécution des travaux.
 - le montant des travaux
 - l'année de réalisation (préciser si la mission est toujours en cours, ainsi que la phase)

En cas de groupement, devront être privilégiées les références communes à plusieurs co-traitants.

4) capacités économiques et financières

Pour l'ensemble du groupement

- chiffre d'affaires global au cours des 3 derniers exercices disponibles

Afin de faciliter le travail d'analyse des candidatures par le maître d'ouvrage, les candidats présenteront ces renseignements au moyen du fichier format tableur nommé « **cadre-réponse candidature** » joint au dossier de consultation.

Si le soumissionnaire est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des documents demandés ci-dessus, il pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.

Pour la phase 2 « OFFRE »

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents techniques sont susceptibles d'évoluer entre la date de mise en ligne du présent document et le déclenchement de la phase 2 de remise des offres.

Ces évolutions, qui ne pourront pas porter sur des éléments substantiels du cahier des charges initial, seront clairement détaillées dans la lettre de consultation. Les offres des candidats devront tenir compte de ces éventuelles modifications.

Les date et heure limites de dépôt des offres seront indiquées dans la lettre de consultation transmise aux candidats sélectionnés.

Conformément à l'article R2151-5 du code de la commande publique, les offres parvenues hors délais seront éliminées.

L'enveloppe « offre » contiendra IMPERATIVEMENT les documents suivants :

- **La décomposition et répartition de la rémunération entre les cotraitants** datée et signée ;
Ce document du dossier de consultation est à compléter entièrement ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** paraphé et signé ;
- **Une note méthodologique** décrivant :
 - l'organigramme de l'équipe dédiée à la présente opération et le rôle précis de chaque intervenant ;
 - l'indication des mesures prévues pour la prise en compte du déroulement du chantier en site occupé concernant : la sécurité des locaux, la réduction des nuisances, la co-activité, la gestion des coupures des divers réseaux, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour atténuer les nuisances liées aux travaux
- **calendrier prévisionnel** d'exécution optimisé : Il devra être justifié précisément, daté et signé par la personne habilitée à engager la société (et deviendra une annexe à l'acte d'engagement) : ordonnancement détaillé (études et travaux) reprenant l'ensemble des tâches, proposition de découpage en lots, jalons, dates clés, compréhension des enjeux avec prise en compte des contraintes du site ...
- **Le relevé d'identité bancaire (RIB)** de l'entité qui émettra la facture.

Lors de l'établissement de leur offre, les candidats sont réputés avoir pris connaissance des documents contractuels.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES (phase 1) – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES (phase 2)

EXAMEN DES CANDIDATURES (phase 1)

Le maître d'ouvrage procédera à la vérification de la conformité des dossiers présentés.

Les candidatures seront examinées pour établir un classement sur base des éléments contenus dans le dossier professionnel demandé à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront admis à présenter une offre à trois (3).

La liste des trois (3) candidats autorisés à présenter une offre sera établie par le maître d'ouvrage, après avis d'un comité de sélection interne, en sélectionnant les candidatures considérées comme les plus satisfaisantes au regard des critères (points 1 à 4 de l'article 5 – phase 1)

Une lettre de consultation sera adressée simultanément à ces trois (3) candidats via la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Si le nombre de trois (3) candidats ayant satisfait aux critères annoncés n'est pas atteint, le pouvoir adjudicateur poursuivra la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

En cas de recours à la sous-traitance, si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financière de son ou ses sous-traitant(s), il devra justifier des capacités de son ou ses sous-traitant(s). Pour justifier du fait qu'il en dispose, il devra fournir, une déclaration de sous-traitance lors du dépôt de l'offre.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA), éliminera les candidatures et offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation.

EXAMEN DES OFFRES (phase 2) :

Le RPA, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères d'attribution pondérés suivants :

| Critère | Note |
|--|----------|
| Prix : | ___ / 60 |
| Valeur technique de l'offre : - une note méthodologique - calendrier prévisionnel d'exécution optimisé | ___ / 40 |

Les offres seront examinées pour établir un classement. Elles seront classées par ordre décroissant.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant du prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Négociation

La négociation est engagée librement avec les candidats ayant remis une offre qui n'aurait pas été déclarée inappropriée.

Toutefois, conformément à l'article R2161-13 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans effectuer de négociation.

La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement des candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Les candidats seront invités à négocier via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ou directement par courrier électronique. Les modalités pratiques (forme et délai de réponse, etc.) seront précisées à cette occasion.

En fonction des points à négocier, les échanges pourront se faire soit par écrit, soit au cours d'une rencontre à durée déterminée.

Le candidat qui ne donnerait pas suite aux sollicitations adressées en vue de participer à la phase de négociation sera réputé maintenir son offre initiale.

Le pouvoir adjudicateur informera les candidats de la clôture des négociations et les invitera à remettre leur offre finale dans un délai maximal de quatre (4) jours ouvrés. Cette date sera identique pour tous les candidats.

Le pouvoir adjudicateur procédera alors à une nouvelle analyse des offres finales.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES (phase 1)

Les candidatures doivent impérativement parvenir au Bureau de la Commande Publique avant la date renseignée sur la page de garde de ce présent règlement de la consultation.

Les candidatures parvenues hors délais ne seront pas prises en considération.

7.1 - Visite du site

La visite du site est fortement conseillée avant la remise de l'offre. Il est en effet impératif que les soumissionnaires prennent connaissance des lieux et des contraintes du site pour effectuer un chiffrage exhaustif.

Les soumissionnaires se muniront de l'attestation de visite jointe au dossier de consultation qu'ils feront signer par le représentant du maître d'ouvrage. Cette attestation de visite sera jointe à l'offre.

Coordonnées des personnes à contacter pour planifier les visites :

- Caserne de gendarmerie de CHARLEVILLE-MEZIERES :

- Adjudant-chef LACOUR Raphaël :03 24 58 67 08 – 06 29 62 66 20
raphael.lacour@gendarmerie.interieur.gouv.fr

- Caserne de gendarmerie de VOUZIERES :

- Maréchal des logis-chef BLAUDEZ Didier : 03 24 71 84 20 – 06 11 98 28 83
didier.blaudez@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- Maréchal des logis-chef LECETRE Dominique : 03 24 71 19 53
dominique.lecetre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

7.2 - Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures

Remise de plis par voie électronique

La réponse électronique aux marchés publics est obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018.

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces mentionnées au paragraphe 6 du présent article dans un fichier « candidature ».

i. Rappel général

Un fichier compressé .zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de recours fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Information du site des Marchés Publics de l'État :

Point d'attention :

Les opérations de maintenance de la plateforme ont généralement lieu le mercredi soir entre 19h et 22h. Pendant ces quelques heures, la plateforme est indisponible, le dépôt d'une réponse est donc impossible.

Pensez à tenir compte de cette plage horaire de potentielle indisponibilité dans l'organisation de votre dépôt.

Un mode d'emploi de la dématérialisation pour les entreprises est disponible par le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Pour rappel, il est fortement recommandé de tester la configuration de son poste quelques jours avant le dépôt d'une offre. Il est également possible de tester le dépôt d'une réponse sur une consultation test (menu Aide).

La transmission des documents par voie électronique devra impérativement respecter les formats électroniques suivants : .doc , .odt , .xls , .calc , .ppt , .pdf et .zip.

i.i. Remise des offres par voie électronique :

Les fichiers mentionnés à l'article 4 du présent règlement de la consultation devront être téléchargés dans la salle des consultations sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de réception des offres sera considéré comme hors délai.

i.i.i Remise de la copie de sauvegarde

Afin d'éviter une défaillance du système informatique, **il est vivement conseillé** aux concurrents de transmettre à l'acheteur public une copie de sauvegarde du dossier « candidature et offre » sur support papier.

Cette copie doit impérativement comporter une enveloppe intérieure pour la candidature et l'offre.

La copie de sauvegarde doit être adressée :

- par envoi postal en recommandé avec accusé de réception
- par porteur, elle sera déposée contre récépissé au Bureau de la Commande Publique du SGAMI EST, situé au 4ème étage du bâtiment principal.

Les locaux des bureaux du Bureau de la Commande Publique sont ouverts du lundi au vendredi de 09h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.

Le pli extérieur devra être scellé, porter la mention « **Copie de sauvegarde** » ainsi que les informations suivantes :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur EST (SGAMI EST)

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

Espace Riberpray – Rue Belle Isle

B.P. 51 064 – 57 036 METZ CEDEX 01

NE PAS OUVRIR – MARCHE 2020SGAMI57047- COPIE DE SAUVEGARDE

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation.

Un document électronique relatif à la candidature, dans lequel un programme malveillant a été détecté et dont la réparation a échoué, est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé dans les conditions fixées par *l'article R2181-1 du code de la commande publique*. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider de faire application de *l'article R2144-2 du code de la commande publique* et demander à l'entreprise de procéder à un nouvel envoi du document.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toutes les questions d'ordre administratif ou technique devront faire l'objet d'une demande écrite via le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

sous la référence de la consultation.

Les réponses aux questions d'intérêt général posées par un candidat seront communiquées à tous les candidats, via la plateforme PLACE, par le maître d'ouvrage.

Les soumissionnaires sont invités à poser leurs questions via la plateforme PLACE avant le :
27 janvier 2021

ARTICLE 9 - RECOURS

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure de passation du présent marché sera de la compétence exclusive du :

- Tribunal administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix – BP 51038
67070 Strasbourg Cedex
Tél. : 03 88 21 23 23

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure d'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du :

- Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne
Tél. : 03 26 66 86 87

Pour le Préfet et par délégation,
le directeur de l'administration générale et des finances



Philippe DUMUZOIS

